



Communiqué de presse – pour diffusion immédiate

Extension du « Global Gag Rule » : Pride 7 appelle le G7 à agir pour protéger l'intégrité du système d'aide internationale et des droits humains

Montréal/Paris, 2 mars 2026 — Pride 7, groupe d'engagement du G7 dédié à la protection des droits humains des personnes LGBTQI+, appelle le G7 à adopter une position claire et à agir en réponse à l'extension sans précédent du « Global Gag Rule » par les États-Unis. Alors que la France place l'affaiblissement du système d'aide publique au développement au cœur de sa présidence du G7, le P7 met en garde contre les conséquences dévastatrices que cette nouvelle politique aura sur les droits humains des femmes, des communautés LGBTQI+, des minorités raciales et ethniques et d'autres populations marginalisées à travers le monde. L'élargissement spectaculaire de cette politique draconienne constitue la dernière tentative de l'administration Trump d'instrumentaliser l'aide étrangère afin d'imposer à l'échelle mondiale un agenda idéologique extrémiste.

Auparavant, le « Global Gag Rule » (également connu sous le nom de politique de Mexico) — une politique abrogée à plusieurs reprises par des présidents démocrates et rétablie par des présidents républicains depuis 1984 — interdisait aux organisations étrangères recevant des financements américains en santé reproductive de fournir, avec leurs propres fonds, des informations, des services ou des orientations concernant l'avortement. D'abord étendue par la première administration Trump à l'ensemble de l'aide mondiale en santé, le « Global Gag Rule » a eu des impacts dévastateurs et dangereux pour les vies des femmes et des personnes LGBTQI+ dans le monde entier, en visant l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive, notamment l'accès à la contraception, aux soins après avortement et aux services de santé maternelle.

Aujourd'hui, dans sa version la plus récente et la plus radicale, cette politique s'appliquera à l'ensemble de l'aide étrangère américaine non militaire, touchera un large éventail de nouveaux acteurs, dont des gouvernements étrangers et des organisations multilatérales comme les agences des Nations Unies, et étendra les restrictions aux activités reconnaissant la dignité et les droits humains des personnes trans, non binaires et intersexes, ou promouvant des pratiques de diversité, d'équité et d'inclusion dans l'aide internationale.

Pride 7 tire également la sonnette d'alarme quant aux importantes restrictions budgétaires créées par l'extension du « Global Gag Rule », dans un contexte où les États-Unis avaient déjà retiré des milliards de dollars d'aide internationale au cours de l'année 2025. Ce double choc affaiblit directement les organisations de première ligne et les systèmes de santé qui dépendent

de ces financements pour fournir des services essentiels, en particulier aux populations les plus marginalisées, notamment les programmes de santé maternelle, de lutte contre les violences fondées sur le genre et de santé reproductive des adolescent·es. Ce déficit sera extrêmement difficile à combler sans un effort concerté et une coordination de l'ensemble de la communauté internationale. Dans ce contexte, les pays du G7 doivent montrer l'exemple, réaffirmer leur engagement en faveur d'une aide internationale fondée sur les données probantes et les droits humains, et mobiliser des ressources à la hauteur des besoins urgents.

« L'extension du Global Gag Rule n'est pas seulement une restriction budgétaire — c'est une arme politique. Elle alimente la stigmatisation des personnes trans, favorise le retour des soi-disant "thérapies de conversion" et réduit au silence les organisations qui fournissent des soins vitaux fondés sur des données probantes. En s'attaquant à la liberté d'expression, cette politique ouvre la voie à l'adoption, sans contrôle, de législations anti-droits visant les communautés trans. L'extension de cette politique constitue également une tentative de l'administration américaine d'exporter son agenda anti-DEI (diversité, équité et inclusion) vers d'autres pays. Il s'agit d'une attaque directe contre la dignité humaine et les droits fondamentaux », a déclaré Michaël Arnaud, directeur général d'Égides qui préside présentement le groupe Pride 7.

À la lumière de cette situation, les gouvernements du G7 doivent dénoncer cette politique et rejeter les pressions et la censure qu'elle impose. L'extension du « Global Gag Rule » muselle le système international, cherche à contraindre les agences internationales et multilatérales à adopter des pratiques contraires aux droits humains et mine gravement la coopération internationale.

En réponse à l'extension du « Global Gag Rule » et à ses conséquences directes sur l'accès aux soins de santé, les droits humains et la dignité des personnes les plus marginalisées, Pride 7 appelle les pays du G7 — et en particulier la présidence française — à faire preuve d'un leadership clair et responsable en :

- condamnant publiquement l'extension du « Global Gag Rule » et en reconnaissant ses effets néfastes sur la santé publique, l'égalité de genre et les droits des personnes LGBTQI+, en particulier les personnes trans, non binaires et intersexes ;
- protégeant l'autonomie et l'intégrité des mécanismes internationaux et multilatéraux, ainsi que la souveraineté des États bénéficiaires de l'aide, face aux pressions politiques, idéologiques et financières exercées par les États-Unis ;
- réaffirmant que la réforme de l'aide internationale ne peut se faire au prix de la censure ou d'un recul des droits humains, en particulier dans les domaines de la santé et des droits sexuels et reproductifs ainsi que des droits des communautés marginalisées ;
- mobilisant des ressources financières additionnelles et prévisibles afin de combler le déficit créé par le retrait massif de l'aide américaine et d'assurer la continuité des services essentiels ;
- reconfirmant que l'aide internationale doit demeurer un outil de solidarité, fondé sur les droits humains — y compris la protection de la santé et des droits sexuels et reproductifs — plutôt qu'un instrument de coercition politique et économique.





À propos de Pride 7 (P7)

Fondé en mars 2023, Pride 7 est un groupe d'engagement du G7 dédié à la promotion et à la protection des droits des personnes LGBTQ+. Il vise à faire des enjeux LGBTQI+ une priorité transversale à l'agenda du G7 et à soutenir l'adoption de politiques publiques favorisant l'égalité, l'inclusion et la dignité.

<https://pride7.org>

Contact média :

info@egides.org

